Articulation(s) Articulations

NumeRev

N° 2 | 2021
La formation aux métiers du travail social : entre aspirations et injonctions

Néolibéralisme et travail social avec les enfants et les familles au Royaume-Uni : défis actuels et perspectives critiques

Steve ROGOWSKI

Anna RURKA Maître de conférences
UFR Sciences psychologiques et Sciences de l'éducation et de la formation (UFR SPSE)
Centre de recherche Education et formation (CREF, EA 1589)
Paris West University Nanterre La Défense

Édition électronique :
URL :
https://articulations.numerev.com/articles/revue-2/609-neoliberalisme-et-travail-social-avec-les-enfants-et-les-familles-au-royaume-uni-defis-actuels-et-perspectives-critiques
DOI : numerev_1749
ISSN : 2728-834X
Date de publication : 17/12/2021

This submission is licensed under **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : ROGOWSKI, S., RURKA, A. (2021) Néolibéralisme et travail social avec les enfants et les familles au Royaume-Uni : défis actuels et perspectives critiques. *Articulations*, (2). https://doi.org/10.34745/numerev_1749

Résumé

Le néolibéralisme, c'est-à-dire la croyance que les économies de marché libre constituent un meilleur moyen d'atteindre le bien-être humain, continue de dominer la vie économique, politique et sociale au Royaume-Uni, en Europe et dans le monde globalisé.

Au Royaume-Uni, l'État-providence a été progressivement démantelé et est devenu plus punitif, le marché a été introduit et le travail social a été déprofessionnalisé et transformé en un rôle plus étroit et plus restreint. Au lieu d'un travail basé sur les relations, les praticiens se préoccupent surtout de remplir rapidement les formalités administratives pour rationaliser les ressources et évaluer/gérer les risques.

De plus, en ce qui concerne les enfants et les familles, les parents doivent être auto-responsables et s'ils échouent, une sanction les attend visant à changer leur comportement/leur style de vie au risque de perdre leurs enfants proposés à l'adoption. S'appuyant sur mes travaux antérieurs (par exemple, Rogowski 2010, 2011, 2013, 2016), cet article décrit les changements néolibéraux et les défis du travail social avec les enfants et les familles au Royaume-Uni, en faisant valoir que la pratique critique est davantage nécessaire. Une telle pratique implique de travailler aux côtés des enfants et des familles sur les questions qui se trouvent à l'origine de l'injustice sociale, notamment l'inégalité croissante dans le monde néolibéral. Des exemples de ce qu'une telle pratique pourrait impliquer sont mis en évidence dans cet article.

Mots-clés :
Néolibéralisme, Pratique critique, Managérialisme, Travail social avec les enfants et les familles, Etat providence

---

Introduction

Le travail social professionnel au Royaume-Uni a connu son apogée lors de la mise en place de l'État providence faisant suite au consensus social-démocrate de l'après-guerre » (par exemple, Ferguson 2008 ; Garrett 2009b ; Rogowski 2010, 2020). C'était le produit d'une époque collectiviste où l'État jouait un rôle clé pour garantir la satisfaction des besoins fondamentaux des citoyens en matière de santé, de logement,

d'éducation, d'emploi et de sécurité sociale.

Finalement, des départements de services sociaux ont été créés, dans lesquels les travailleurs sociaux ont contribué à traiter les problèmes sociaux permanents par un travail direct avec les individus, les familles, les groupes et les communautés, ainsi qu'en plaidant et en coordonnant le travail d'autres agences pour répondre aux besoins. La situation a changé avec l'évolution idéologique vers la droite et le néolibéralisme qui a suivi l'élection de Margaret Thatcher au poste de Premier ministre en 1979.

La Nouvelle Droite a utilisé les critiques libérales classiques de l'action de l'État, en les appliquant aux questions contemporaines de politique économique et sociale, notamment en préférant les approches du marché à celles du secteur public en matière d'aide sociale (Ferguson 2008 ; Garrett 2009b ; Rogowski 2010, 2020). Les travailleurs sociaux ont fini par faire les frais de ce changement de climat. À la fin des années 1980 et dans les années 1990, l'introduction de la gestion des soins a entraîné une déprofessionnalisation du travail avec les adultes. Le déclin du travail social s'est accéléré pendant les années du « New Labour »[1], notamment en ce qui concerne la pratique avec les enfants et les familles.

Malgré les discours sur la "troisième voie", les travaillistes ont largement poursuivi le néolibéralisme, cela s'applique également à la coalition suivante et maintenant aux gouvernements conservateurs. Les conséquences comprennent la privatisation accrue des services, l'utilisation du secteur bénévole ou du tiers secteur, et le contrôle des travailleurs sociaux par des gestionnaires dont l'objectif est de satisfaire rapidement la bureaucratie pour atteindre les objectifs. En bref, la pratique s'est déprofessionnalisée et a été dominée par le managérialisme et l’approche commerciale du travail social (Harris 2003 ; Harris et White 2009a). Cela se poursuit dans le cadre de "l'alchimie de l'austérité" (Clarke et Newman 2012) et a conduit à des réductions massives des services publics.

Dans ce qui suit, je place les changements idéologiques des quarante dernières années à l'origine des défis posés au travail social au Royaume-Uni et me concentre sur la pratique avec les enfants et les familles. Cependant, il est également important de noter que les grands thèmes développés sont également applicables à des pays comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Canada et les États-Unis. (voir, par exemple, Beddoe et Maidment 2014 ; Mullaly et Dupre 2018 ; Pease et coll. 2016). Premièrement, je commente le passage de la social-démocratie au néolibéralisme. Deuxièmement, j'examine comment le travail social a changé sous le néolibéralisme, en particulier la pratique en direction des enfants et des familles. Troisièmement, les effets de ce changement en termes de déprofessionnalisation, de managérialisme et d’approche commerciale du travail social sont discutés de manière critique. Enfin, quatrièmement, en dépit des défis permanents posés à la pratique critique, voire radicale, j'esquisse quelques pistes pour l'avenir.

De la social-démocratie au néolibéralisme

Le consensus social-démocrate des premières années d'après-guerre englobait la plupart des partis travaillistes et conservateurs traditionnels. Ce keynésianisme impliquait un accord sur la nationalisation des principales industries et la planification de leur développement afin d'éliminer expansion-récession du capitalisme, ainsi que la nécessité pour l'État d'intervenir pour éliminer les causes des inégalités sociales en créant l'État-providence. Les problèmes sociaux qui subsistaient étaient expliqués en termes de constitution psychologique de l'individu, susceptible d'être diagnostiquée et traitée, entre autres, par les travailleurs sociaux. Les notions de solidarité partaient de l'idée que l'État pouvait motiver la croissance et le bien-être national, en encourageant la responsabilité sociale et la mutualité des risques sociaux (George et Wilding 1976).

En conséquence, alors que les gouvernements travaillistes et conservateurs se succèdent dans les années 1970, les différences entre eux se résument à un peu plus ou moins de propriété gouvernementale et de planification économique, l'État providence étant accepté. Dans le cadre de ce consensus, le travail social a atteint sa maturité, notamment grâce au rapport Seebohm (1968), qui a conduit à la création de départements de services sociaux au niveau des autorités locales afin de fournir des services communautaires pour la famille. Cependant, cela s'est produit alors que le consensus était sur le point de s'effondrer, culminant avec l'élection de Thatcher, dont les graines avaient été semées plus tôt lors de la crise économique mondiale de 1973. Le monétarisme, précurseur du néolibéralisme actuel, a remplacé le keynésianisme, ce qui constitue un retour à l'idéologie du marché libre qui avait été abandonnée depuis la Grande Dépression des années 1930 (Harvey 2007 ; Ferguson 2008).

La Nouvelle Droite a plaidé pour une rupture complète avec le keynésianisme parce que la social-démocratie, y compris l'État-providence et le travail social, était une partie importante du problème. La montée et la domination actuelle du néolibéralisme, s'inspirant des travaux de Hayek et Friedman, en sont le résultat (voir O'Brien et Penna 1998). Cette idéologie se fonde sur la croyance en la liberté individuelle, en réduisant l'intervention de l'État afin de libérer les compétences entrepreneuriales individuelles dans un cadre institutionnel caractérisé par des droits de propriété forts (Harvey 2007). Son idée centrale est que les marchés libres et le libre-échange sont les meilleurs moyens de parvenir au bien-être humain, même s'ils entraînent une augmentation considérable des inégalités ainsi que de l'anxiété et de l'insécurité dans la vie de nombreuses personnes (Ferguson 2008 ; Garrett 2009b ; Rogowski 2013, 2015, 2016).

Néanmoins, la Nouvelle Droite a atteint le pouvoir, en utilisant des arguments tels que la culture de la dépendance due à un État-providence trop généreux, des syndicats militants qui rançonnent les employeurs et les gouvernements, et un manque d'ordre public. Ils étaient également opposés à l'intervention de l'État et souhaitaient réduire ses activités, notamment en ce qui concerne l'aide sociale. Des professions considérées « intéressées », tel que celles relevant du travail social ont été perçues comme encourageant la dépendance à l'aide sociale. Ces points de vue ont conduit à l'État

"post-welfariste" ou "néolibéral" (Harvey 2007), dans lequel le quasi-marché a succédé aux structures institutionnelles bureaucratiques, en tant que mécanisme et forme de légitimation de l'allocation des ressources de l'État central aux prestataires locaux, la concurrence et la logique du marché déterminant la valeur, l'objectif et la pratique de la prestation (Le Grand 2001). En bref, les départements de services sociaux étaient considérés comme coûteux et inefficaces. La voie à suivre étant de mettre davantage l'accent sur l'auto-assistance et la responsabilité individuelle, plus de "choix" et de liberté, et une extension de la marchandisation des relations sociales.

Malgré la victoire de Tony Blair aux élections générales de 1997, les continuités se situaient dans le tournant néolibéral. De nombreuses politiques du New Labour ont tout simplement "dépassé les Tories" (Powell 2000 p 54 ; voir aussi Powell 2008), en consolidant et en s'appuyant sur les réformes des conservateurs. Le travail social a été entraîné plus profondément dans des modes de pensée et de pratique axés sur la gestion et le marché (Harris et White 2009a). Bien que le projet néolibéral ait conduit au krach financier de 2007/08 et à la Grande Récession qui en a résulté, il en est sorti remarquablement indemne, les gouvernements suivants ayant procédé à des réductions sauvages des dépenses publiques et tentées d' « en avoir plus pour moins » sous la bannière de l'austérité, alors que le projet néolibéral se poursuit (McGimpsey 2017 ; Farnsworth et Irving 2018). Ces politiques d'austérité sont conçues pour poursuivre le démantèlement de l'État-providence, faire baisser les salaires et commercialiser entièrement l'économie, détruisant ainsi tous les acquis sociaux et économiques d'après-guerre des gens ordinaires. Cependant, de manière plus positive, le parti travailliste de Jeremy Corbyn est revenu au "Old Labour" et à ses racines sociales-démocrates plus robustes, ce qui a conduit à une remise en question plus généralisée du projet néolibéral.

Travail social et le néolibéralisme

Comme indiqué, les changements organisationnels et pratiques du travail social qui se sont produits au cours des dernières décennies doivent être compris en termes de néolibéralisme et de néolibéralisation. Ainsi, les gouvernements conservateurs de Thatcher et de John Major (respectivement 1979-90 et 1990-97) ont initié des développements à l'impact négatif. Outre l'introduction de la gestion des soins susmentionnée pour le travail avec les personnes âgées, la nécessité d'un travail social qualifié dans le champ pénitentiaire, et plus spécifiquement dans le cadre de pratiques de probation, a été supprimée, et l'introduction du diplôme de travail social en 1989 a permis aux employeurs de façonner la formation en travail social dans leur propre intérêt.

Il est important de noter que la loi sur les enfants de 1989 (ang. Children Act 1989), malgré son éthique centrée sur la prévention et le partenariat, a confirmé le passage de l'aide à l'enfance à la protection de l'enfant (voir Parton 1996 pour une discussion de ces questions). La maltraitance des enfants n'était plus un problème médico-social dont les médecins et les travailleurs sociaux étaient les principaux professionnels, mais une

question socio-juridique, la police et les tribunaux jouant un rôle croissant. Les travailleurs sociaux sont devenus des enquêteurs et les parents des objets d'enquête ; on est passé de la thérapie et de l'aide à la surveillance et au contrôle (Howe 1992).

Dans les années 80, il y a eu le succès du travail social dans le secteur de la délinquance juvénile qui a détourné les jeunes du système de justice et a développé des alternatives à l'incarcération (Thorpe et al 1980 ; Pitts 1988 ; Blagg et Smith 1989 ; Rogowski 2016). Bien qu'il s'agisse sans doute de la réalisation du travail social la plus fondée sur des preuves, elle a été totalement ignorée, car, à partir de 1991, une "sanction populiste" est apparue, les politiciens de tous les partis se montrant de plus en plus sanctionnant dans leurs déclarations (Bottoms 1995). Le point culminant a été la loi de 1998 du New Labour sur la criminalité et les troubles de l'ordre public, qui a conduit à la marginalisation du rôle du travail social, les praticiens ayant été regroupés avec d'autres professionnels au sein des Youth Offending Teams.

Cependant, c'est sous les gouvernements New Labour de Tony Blair (puis de Gordon Brown) (respectivement de 1997 à 2007 et de 2007 à 2010) que la situation du travail social s'est aggravée (Jordan 2007). Par exemple, la loi sur les normes de soins de 2000 (ang. Care Standards Act 2000) a vu le Conseil central pour l'éducation et la formation en travail social (ang. Central Council for the Education and Training in Social Work) remplacé par le Conseil général de l'aide sociale (ang. General Social Care Council) pour réglementer la formation en travail social et la main-d'œuvre du travail social et des soins. L'Institut de l'aide sociale pour l'excellence (ang. Social Care Institute for Excellence (SCIE)) a également été créé pour identifier et diffuser les pratiques fondées sur des données probantes (ang. evidence-based), ce qui a entraîné la disparition de l'Institut national du travail social (ang. National Institute of Social Work (NISW)). L'utilisation du mot « aide » et non "travail social" montre le dédain avec lequel le New Labour tenait le travail social et le désir de nettoyer et d'éliminer toute possibilité d'opposition au projet néolibéral (Garrett 2009b ; Rogowski 2010).

Le cadre d'évaluation standardisé (Department of Health et al 2000) a également été introduit et impliquait la réalisation d'évaluations initiales détaillées par le biais de modèles informatiques, dans le but de définir l'indéterminé, l'incertitude et l'ambiguïté de la pratique, à la base d'une méthode "techno-rationaliste" (Cleaver et Walker 2004). Cela a conduit à se concentrer sur la collecte d'informations au détriment de la satisfaction des besoins. Le traitement et la classification dominaient le travail direct avec les enfants et les familles. Il s'agissait d'un processus d'évaluation sous-tendu par l'objectif fonctionnel de gérer les risques et de surveiller les personnes socialement marginalisées. Ces évaluations ont été utilisées pour écarter certains besoins, les redéfinir comme le problème de quelqu'un d'autre, ou dire qu'ils n'étaient pas suffisamment graves pour justifier une intervention (Smith 2008).

De nouvelles agences, y compris des partenariats imposés par la loi et des organismes non gouvernementaux quasi autonomes appelés « quangos »[2], ont également été créées, toutes ayant un impact négatif sur le travail social. Un exemple évident est celui des Youth Offending Teams (équipes chargées de la délinquance juvénile), mais le

travail social n'a pas non plus joué de rôle réel dans le programme « Bon départ dans la vie » (ang. Sure Start[3]) ni dans le fond pour les enfants (ang. Children's Fund), des initiatives préventives destinées respectivement aux enfants plus jeunes et plus âgés et à leurs familles. Cette absence signifiait que ce qui était autrefois la chasse gardée de professionnels hautement qualifiés, à savoir les travailleurs sociaux, était de plus en plus souvent confié à des employés moins qualifiés, chargés du soutien, de la sensibilisation et autres (Ferguson 2008 ; Garrett 2009b ; Rogowski 2010).

D'autres développements importants sont nés de deux tragédies d'abus d'enfants très médiatisées. Tout d'abord, il y a eu les retombées de l'enquête Victoria Climbie (rapport Laming 2003) sur la mort d'une jeune fille qui a succombé à des blessures infligées par ses soignants. Le programme « Chaque enfant compte » (ang. Every Child Matters) (ministère de l'éducation et des compétences 2004) et la loi sur l'enfance (ang. Children Act 2004) en ont résulté. Ils visaient à transformer les services aux enfants et à renforcer l'intégration de la santé, de l'éducation, des services sociaux/de soins et autres, ce qui a conduit à la disparition des départements de services sociaux et à leur remplacement par les Children's Trusts[4]. En conséquence, les praticiens ne disposaient plus d'un foyer sûr et favorable dans leur propre département d'autorité locale (Garrett 2009b ; Rogowski 2010, 2013).

La deuxième tragédie a été celle de Baby P/Peter Connelly, décédé en 2007. Bien qu'au départ les travailleurs sociaux aient été outragés, cette tragédie a donné lieu à un débat plus progressiste sur le travail social pour les enfants et les familles, qui s'est poursuivi jusqu'au gouvernement de coalition de David Cameron de 2010 à 2015 (Garrett 2009a ; Jones 2014). Par exemple, à la suite de la création du Groupe de travail « Travail social » (ang. Social Work Task Force (SWTF 2009)) et de la Revue Munro (Munro 2011), le public a été davantage sensibilisé au système d'enregistrement électronique que les travailleurs sociaux étaient contraints d'utiliser, y compris le temps démesuré que les praticiens consacraient aux ordinateurs et à la bureaucratie en général, ce qui a remis en question le programme de « modernisation » du New Labour. En outre, un Conseil de réforme du travail social a été créé, afin d'améliorer le travail social, notamment par la mise en place d'un collège du travail social afin de donner une voix à la profession et d'améliorer son statut.

Cependant, malgré ces belles aspirations, les actions qui en ont résulté n'ont pas toujours été à la hauteur des attentes des praticiens. Bien qu'il y ait eu l'introduction d'une évaluation unique au lieu des évaluations initiales/de base et que les orientations en matière de protection de l'enfance aient été réduites, la bureaucratie a en fait augmenté en raison d'une concentration excessive sur le risque, son évaluation/gestion étant désormais un élément clé de la pratique (Rogowski 2014b). En effet, en cette période d'austérité, nous ne devrions peut-être pas sous-estimer les énormes défis à relever pour créer le changement de paradigme que le Groupe de travail « Travail social » (SWTF) et Munro visaient à réaliser (Parton 2012). Par exemple, le College of Social Work a rapidement fermé ses portes en raison du manque de financement dans le cadre des mesures d'austérité du gouvernement de la Coalition.

Quant aux gouvernements conservateurs de Thérésa May (2015-19) et de Boris Johnson (2019 à ce jour), le travail social avec les enfants et les familles continue d'être sur la défensive (voir Rogowski 2020). Les praticiens sont toujours confrontés à une bureaucratie démesurée et disposent de peu de temps pour travailler directement avec ce public. À moins qu'il n'y ait des problèmes de protection de l'enfance, les dossiers sont rapidement fermés. L'accent est également mis sur l'adoption, certaines autorités locales fixant des objectifs quant au nombre d'enfants à adopter, alors qu'il n'existe pas d'objectifs pour le retour des enfants placés. En tout état de cause, la fixation de tels objectifs est éthiquement discutable, surtout si l'on garde à l'esprit que le droit à une vie de famille, en toute sécurité, est un droit humain dont jouissent à la fois les parents et les enfants. En outre, la décision de placer un enfant en vue d'une adoption devrait toujours être un dernier recours, tout simplement parce que l'aide et le soutien peuvent permettre aux familles de rester ensemble, même si les politiques d'austérité et les coupes dans les services vont à l'encontre de cela.

Une autre préoccupation est le projet de transférer les services aux enfants dans des organismes indépendants (ang. Trust), ce qui fait partie d'un mouvement croissant vers la prestation indépendante et externalisée de services aux enfants. Pendant ce temps, les familles et les conseils municipaux continuent de subir les effets des politiques d'austérité : réduction des prestations sociales, du logement et des services d'aide tels que les centres pour enfants et l'Aide à la jeunesse, le tout associé à la stagnation des revenus du travail et à l'insécurité croissante des revenus. Les dépenses globales pour les services à l'enfance des autorités locales ont été réduites de façon drastique malgré une demande croissante et le nombre d'enfants en augmentation, le gouvernement continuant à dire que les conseils locaux doivent faire plus avec moins de moyens.

Le texte législatif le plus important a été la loi de 2017 sur les enfants et le travail social, qui prévoit un nouveau régulateur nommé « Social Work England » et tente de donner plus de clarté aux conseils donnés aux parents, aux enfants et aux jeunes pris en charge et ceux sortant de la protection de l’enfance. Heureusement, les tentatives des ministres d'insérer des "clauses d'exemption" dans la législation sur l'aide sociale à l'enfance ont été abandonnées. Cependant, des inquiétudes subsistent quant à la prise de contrôle du travail social par les politiciens, d'autant plus que de nouveaux pouvoirs sont conférés au ministre de l'éducation pour fixer des "normes d'amélioration" pour les travailleurs sociaux et introduire des évaluations pour les praticiens.

La déprofessionnalisation, le managérialisme et l'activité du travail social

Bien que le professionnalisme puisse être attaqué par la gauche politique (voir Simpkin 1983), une attaque plus durable contre les professionnels ou « le pouvoir des producteurs » a été lancée par la Nouvelle Droite (George et Wilding 1994), reprise par le New Labour qui soutient que les services publics, y compris le travail social, doivent être "modernisés" et responsables devant le "consommateur". Sur le plan rhétorique, cela signifie un professionnalisme accru grâce à l'introduction de la licence en travail

social, mais d'un autre côté, la préoccupation est d'assurer une main-d'œuvre fiable et docile travaillant à la volonté des employeurs par le biais des gestionnaires (Dominelli 2009 ; Ferguson 2008 ; Ferguson et Woodward 2009). Essentiellement, le diplôme se concentre sur les connaissances pratiques dont les travailleurs sociaux ont besoin (Department of Health 2002), à l'exclusion des connaissances à glaner pour combattre l'injustice sociale. En outre, malgré l'accent mis sur le développement professionnel continu, la préoccupation pour la "compétence" est un exemple d'outil gouvernemental pour le contrôle réglementaire des professionnels (Eraut 1994).

Sous la Coalition et le gouvernement conservateur actuel, le visage de l'enseignement du travail social a encore changé avec l'introduction de programmes de formation accélérée tels que « S'engager dans le travail social » (ang. "Step Up to Social Work") et « Première ligne » (ang. Frontline). Toutefois, ces programmes ont créé un système d'enseignement du travail social à deux vitesses, l'une des principales préoccupations étant que ces programmes se concentrent sur les connaissances pratiques et les compétences dont les employeurs ont besoin plutôt que sur les fondements théoriques d'une pratique du travail social qui s'attaque à l'injustice sociale.

Quant au managérialisme et au "social work business" (voir par exemple Clarke et Newman 1997 ; Clarke 1998 ; Harris 2003 ; Evans 2009 ; Rogowski 2010 ; 2011), ces développements ont transformé la manière dont les organisations d'aide sociale mettent en œuvre la politique gouvernementale, un changement qui reflète l'abandon de l'administration des services publics au profit de leur gestion (Harris et White 2009a). Cette évolution découle de l'idéologie néolibérale selon laquelle le marché est supérieur à l'État et les services publics doivent être gérés comme le secteur privé. De même, le "social work business" implique la vision néolibérale selon laquelle les services publics, y compris le travail social, doivent devenir davantage des entreprises, fonctionnant dans un contexte aussi proche que possible du marché. Il est important de noter que les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont joué un rôle crucial dans la technologisation et la commercialisation du secteur public (Harris 2003). Plus récemment, nous avons même assisté à des tentatives d'ouverture de la protection de l'enfance en Angleterre à un marché commercial et à une privatisation accrue (Jones 2018).

Les arguments avancés pour justifier ces changements étaient la nécessité d'une plus grande efficacité, d'un ciblage efficace et de la prise en compte des besoins des " clients " plutôt que de ceux des prestataires de services. Cependant, et comme nous l'avons déjà mentionné, l'introduction irréfléchie a eu pour conséquence que les travailleurs sociaux ont dû passer la plupart de leur temps à saisir des données plutôt qu'à travailler avec les enfants et les familles (Hall, Peckover et White 2008 ; White et coll. 2010). En outre, malgré la rhétorique faisant référence à « l'autonomisation », au « choix » et à « l'évaluation axée sur les besoins », les conséquences des changements sur la pratique ont été considérables, le travail social étant « éloigné des approches thérapeutiques ou qui soulignaient l'importance du travail de cas, sans parler de tout ce qui est plus radical ou progressif » (Harris 2003 p 66). De plus, le passage à l'activité managériale du travail social est un anathème pour les valeurs du travail social et son engagement

envers la justice sociale et le changement social.

Dans un autre ordre d'idées, les changements décrits ont eu un impact négatif simplement parce que " les paysages de la pratique dans le cadre des programmes de modernisation ont servi à défaire les bonnes pratiques " (Doyle et Kennedy 2009 p 51) parce qu'ils ont souvent pour résultat que la fonction de police domine les objectifs de la pratique aux dépens d'autres priorités, y compris les besoins réels des usagers (Stepney 2006). Les praticiens sont souvent si occupés à « faire (le) travail » qu'ils risquent de perdre de vue ce qu'ils sont et qui ils sont, y compris leur singularité professionnelle et leur style d'intervention ; dans de nombreux cas, remplir des formulaires et entrer des données informatiques devient la finalité. Une fois de plus, il convient de souligner que les développements de la "modernisation" ont conduit les praticiens à effectuer des évaluations dans des délais spécifiques et à consacrer peu de temps aux enfants et aux familles.

De même, concernant le travail social avec les jeunes délinquants, l'influence du managérialisme est apparente dans le formulaire ASSET. Bien qu'il ait pour but d'aider à la prise de décision dans la pratique, il s'agit souvent d'un simple outil de gestion pour améliorer la collecte d'informations (Smith 2007 ; Whyte 2009) et conduit à la "zombification" des travailleurs sociaux dans la justice pour mineurs (Pitts 2001). En bref, l'introduction de données domine la pratique plutôt que le travail direct avec les jeunes délinquants et leurs familles sur les questions qui les préoccupent.

Perspectives critiques / radicals

À bien des égards, les travailleurs sociaux ont été "transformés en processeurs de personnes sans réflexion par les vagues de managérialisme de ces 30 dernières années et, plus récemment, par l'imbrication du managérialisme dans le programme de modernisation du New Labour" (White 2009 p. 129). Cette situation perdure sous les gouvernements suivants, même si la réduction de la bureaucratie du travail social est parfois évoquée du bout des lèvres. Cela s'explique par le fait que la préoccupation majeure des néolibéraux est la commercialisation, la réduction des dépenses publiques et, ce qui me préoccupe ici, le contrôle des travailleurs sociaux et des usagers de services. Si une intervention a lieu, elle est censée être fondée sur des preuves, mais, comme nous l'avons dit, dans la plupart des cas, à moins qu'il n'y ait des problèmes de protection de l'enfance ou un risque sérieux pour soi-même ou pour les autres, peu de choses sont proposées. Les interventions qui ont lieu sont généralement de nature autoritaire et contrôlante, se résumant à dire aux parents de changer leur style de vie ou de faire face aux conséquences du non-changement qui conduit à la perte de leurs enfants.

En dépit de ce qui précède, et comme je l'ai soutenu précédemment (par exemple, Rogowski 2010, 2016), certains tenants d'une perspective critique parviennent à conserver un certain optimisme : Garrett (par exemple 2003 ; 2009b) se concentre sur la refonte ou la transformation du travail social avec les enfants et les familles ; Ferguson (2008 ; Ferguson et Woodward 2009) veut récupérer le travail social tout en

réaffirmant une approche radicale/critique (voir également Lavalette 2011, Turbett 2014) ; et Jordan (2007 ; 2008 ; 2010 ; Jordan et Drakeford 2013) se penche sur le travail social et le bien-être. Ces trois penseurs soulèvent des points importants et il convient de répéter ici certains de leurs principaux points.

Premièrement, Garrett fournit un compte rendu critique des changements qui affectent le travail social avec les enfants et les familles en raison de la rationalité néolibérale. Cependant, bien que le néolibéralisme soit le "sens commun" ou l'idéologie dominante, il comporte des failles et des incohérences et offre donc des opportunités. Il fait référence à la notion d'hégémonie" de Gramsci, qui met l'accent sur les mots et la lutte discursive, liée à une politique plus orthodoxe basée sur les partis politiques, les syndicats, les associations professionnelles et les groupes sociaux, ce qui signifie qu'il est possible de créer des stratégies contre-hégémoniques visant le changement social.

Deuxièmement, Ferguson a des préoccupations similaires concernant la domination du néolibéralisme, la façon dont il a changé le travail social, la nécessité de reconquérir la profession et les raisons pour lesquelles une pratique radicale/critique conserve sa pertinence. Il note que la bureaucratie, le rationnement des ressources et le fait de devoir de plus en plus jouer le rôle de police morale contribuent à un profond sentiment d'insatisfaction chez les travailleurs sociaux. Cependant, cette insatisfaction sème les graines de la résistance, notamment par un réengagement dans une pratique radicale/critique qui fournit au travail social des "ressources pour l'espoir" (Batsleer et Humphries 2000).

Troisièmement, Jordan, qui n'a jamais été à l'aise avec la mentalité de marché néolibéral, évite la perspective des comptables, des gestionnaires et des ministres du gouvernement, en mettant à nouveau l'accent sur les préoccupations du travail social en matière de relations et de sentiments, qui ne sont pas des concepts vagues et flous. Selon lui, le travail social s'inscrit parfaitement dans un programme de bonheur et de bien-être qui envisage un avenir constitué d'une prise de conscience environnementale, d'un renouveau du respect et de la mutualité au sein de la diversité ethnique, et d'une vision de notre qualité de vie collective.

Ces trois perspectives considèrent que le travail social est bien plus que la préoccupation néolibérale de pouvoir fournir des services à des individus dont le bien-être est considéré comme résidant dans le choix de prestataires alternatifs ou dans l'offre d'interventions visant à cibler des comportements spécifiques. La pratique comprend plutôt des interactions impliquant des émotions telles que l'empathie, la confiance et le respect, qui sont les mécanismes qui produisent une grande partie de la valeur du travail social. Les travaux plus récents de Featherstone et de ses collègues (Featherstone et coll. 2014, 2018) vont dans le même sens. Ils critiquent un modèle de travail social axé sur l'intervention de crise en matière de protection de l'enfance, et voient plutôt la valeur du travail social communautaire, dans lequel les équipes sont basées dans les communautés locales, les enfants et les familles étant traités à la fois comme des individus et comme des membres du quartier.

Ils critiquent une grande partie de la pratique actuelle qui est basée sur l'hypothèse que les souffrances contre lesquelles les enfants ont besoin d'être protégés se trouvent dans les familles individuelles et sont causées par des actes d'omission/d'intention des parents ou des personnes prenant soin de l'enfant. Parmi les autres hypothèses associées à ce postulat, citons : ces actes sont dus à des problèmes d'attachement ou à de mauvais choix de vie ; l'intervention est principalement basée sur la protection des enfants, en identifiant ce qui distingue cette famille des autres dans des circonstances similaires plutôt que d'identifier les défis communs à une bonne éducation des enfants tels que la pauvreté et les mauvaises conditions de logement ; et le fait de considérer les procédures, l'évaluation des risques et le travail multipartenarial comme le cœur de la protection des enfants.

Il s'agit plutôt de plaider pour un récit différent de la protection de l'enfance, qui reconnaît, par exemple, l'impact de la pauvreté et de l'inégalité sur les enfants et les familles et qui en interroge les causes et les conséquences. Un point évident est qu'il existe des liens clairs entre la privation et le taux d'enfants pris en charge. Leur modèle social attire l'attention sur les obstacles économiques, environnementaux et culturels qui empêchent de garantir une prise en charge sécure des enfants. Il comprend des hypothèses telles que : il existe actuellement des inégalités dans les chances des enfants de vivre en sécurité avec leur famille ; ces inégalités sont liées à la privation et à d'autres formes d'inégalité telles que la santé physique et mentale ; et les stratégies sociales et collectives doivent être intégrées aux pratiques humaines destinées aux familles individuelles.

Les arguments présentés ici réfutent les affirmations du gouvernement selon lesquelles il améliore constamment la protection de l'enfance. Les politiques d'austérité ont en fait augmenté le nombre d'enfants et de familles en situation de pauvreté, tout en réduisant simultanément le soutien disponible. Cela renforce à son tour les inégalités qui limitent le potentiel d'un nombre croissant d'enfants et de familles, y compris les capacités des parents/gardiens à s'occuper des enfants en toute sécurité.

Exemples pratiques

En considérant ce qui précède, certains praticiens surchargés se demandent comment mettre ces idées en pratique au quotidien. Cela est dû au fait qu'il peut y avoir un fossé entre la théorie critique/radicale et la pratique. Néanmoins, je maintiens qu'il y a des opportunités pour une telle pratique, celles-ci devant être utilisées, car sinon la voie est laissée libre pour ceux qui soutiennent le statu quo. En particulier, il est important d'éviter de voir le travail social en termes de simple police morale, l'aspect de contrôle social, en mettant plutôt l'accent sur le côté bienveillant du travail social, qui est concerné par la justice sociale et le changement social.

De nos jours, la pratique critique/radicale peut se résumer à des "défis discrets" et à une résistance aux discours et pratiques orientés vers la gestion et les affaires (White 2009), et un certain nombre d'exemples me viennent à l'esprit. Par exemple, on peut mystifier ou dissimuler les connaissances des usagers afin d'acquérir des ressources, ce

qui revient à manipuler les connaissances et les informations en leur nom. Ou encore, il est possible de retarder ou d'exagérer des documents ou des plans d'évaluation afin d'inciter les gestionnaires à adopter une ligne de conduite particulière. L'ignorance, la déformation ou la réinterprétation des règles et des procédures ont également un rôle à jouer. Pour ce qui est des cas plus spécifiques, voyons ce que peut impliquer une pratique critique/radicale.

Tout d'abord, les adolescents perturbés peuvent être difficiles à atteindre et à aborder. Un travailleur social peut être confronté à un jeune homme de quinze ans dont le parcours lui-même est perturbé. Il peut être difficile en ce sens qu'il ne va pas à l'école, qu'il est perturbateur lorsqu'il y est et qu'il disparaît souvent de chez lui. L'abus de drogues et d'alcool est un autre problème. Il refuse de s'engager avec les travailleurs sociaux, car, à l'instigation des responsables, ils changent constamment ou son dossier est fermé. Face à cette situation, il est important que les points de vue du jeune homme soient pleinement reflétés dans les différents rapports d'évaluation et autres, ainsi que la nécessité pour les praticiens de persévérer, d'être disponibles et d'être honnêtes et cohérents dans leurs relations avec lui. Certes, la tâche peut s'avérer difficile étant donné que les gestionnaires souhaitent traiter les dossiers le plus rapidement possible et avec le moins de recours possible aux fonds publics. Mais il est possible d'essayer et de réussir malgré les difficultés, ce qui rejoint les arguments visant à réaffirmer l'importance d'une pratique fondée sur la relation (Ruch et coll. 2010).

Un deuxième exemple est celui d'une adolescente qui s'enfuit continuellement, passant la nuit dehors, parfois pendant plusieurs jours. Elle fréquente également d'autres filles qui "traînent" ensuite avec des adolescents ou de jeunes hommes plus âgés qui se lient d'amitié avec elles et les exploitent sexuellement. Là encore, dans les rapports rédigés pour les réunions sur l'exploitation des enfants, au lieu de se concentrer sur l'inadéquation de l'éducation des enfants, ce qui revient à blâmer des mères souvent célibataires qui font de leur mieux dans des circonstances difficiles, le praticien pourrait préconiser une réponse plus progressive, comme un travail de groupe avec la jeune femme concernée et ses amies, même si peu de travailleurs sociaux sont actuellement autorisés à utiliser cette méthode (Cooney et Rogowski 2017). Ce travail pourrait, en utilisant un modèle d'autonomisation (par exemple, Mullender et Ward 1991 ; Mullender et al 2013), se concentrer sur les questions et les préoccupations, mais en mettant l'accent sur le fait que les jeunes femmes apprennent de leurs expériences respectives. Les activités des jeunes femmes pourraient être liées à la société actuelle qui, malgré les changements influencés par la pensée féministe, est toujours dominée par les hommes.

En ce qui concerne la protection et la sécurité des enfants, malgré des tragédies comme celles de Victoria Climbie et de Bébé Peter, il est souvent trop facile pour les praticiens de tomber dans le piège qui consiste à se considérer uniquement comme les "flics durs" de l'État-providence. Cela est dû en grande partie au rôle qu'ils ont été contraints de jouer dans le monde néolibéral actuel, ce qui implique souvent de poser des questions de manière intrusive, de recueillir des informations et, ce faisant, d'inspecter les maisons et les modes de vie des familles. Trop souvent, cette démarche n'a pas pour

but de déterminer l'aide et le soutien nécessaires pour assurer une prise en charge raisonnable des enfants, mais plutôt de défendre la réputation de l'organisation si les choses tournent mal. Il s'agit d'une pratique défensive et peu encline à prendre des risques, une pratique qui peut être défendue plutôt qu'une pratique qui répond aux besoins des utilisateurs. Au lieu de cela, les travailleurs sociaux devraient travailler avec les enfants et les familles, en partant du principe qu'ils sont des alliés potentiels pour faire face aux problèmes étudiés. Dans un cas de négligence, par exemple, vous pouvez avoir des enfants qui arrivent à l'école en retard ou pas du tout, souvent mal habillés et affamés, parce que leur mère monoparentale a souvent la gueule de bois à cause d'abus répétés d'alcool et n'a pas pu se lever.

Une approche néolibérale du travail social consisterait simplement à lui dire de changer de style de vie ou de faire face aux conséquences des procédures de protection de l'enfance et des procédures de prise en charge. Une approche plus critique du travail social, en revanche, consisterait à travailler sur les questions préoccupantes, mais d'une manière plus collaborative/partenariale, en écoutant et, dans la mesure du possible, en agissant en fonction de la vision de la situation de la mère et des enfants. Cela implique de passer du temps avec la famille, d'examiner les raisons de sa consommation d'alcool, ses inquiétudes et ses angoisses et celles de ses enfants, etc. Les problèmes financiers et de logement, par exemple, peuvent être des facteurs. Il peut également s'avérer nécessaire de mettre les membres de la famille en contact avec les groupes et organismes locaux appropriés qui s'occupent de leurs problèmes particuliers et, si nécessaire, de les accompagner. Il peut également être nécessaire de défendre leur situation. Tout cela prend du temps et pourrait bien être désapprouvé par les responsables qui veulent simplement traiter rapidement les cas, mais le praticien résilient trouvera néanmoins des moyens de contourner ce problème et de créer de l'espace.

Enfin, les "vieilles" préoccupations radicales du travail social, telles que la politisation et la conscientisation, peuvent encore jouer un rôle. Il peut être difficile de s'engager dans certaines des initiatives de travail communautaire/de groupe potentiellement critiques/radicales du passé (Ferguson et al 2018 ; Lavalette 2011 ; Rogowski 2010 ; Turbett 2014). Mais, et malgré les défis du postmodernisme qui remet en cause la base des « vérités » surplombantes, il est toujours possible de travailler avec les usagers sur une base individuelle, dans le but de développer une compréhension des causes sous-jacentes des problèmes et des difficultés auxquels ils sont confrontés, à savoir le système néolibéral dans lequel nous vivons actuellement.

Outre le fait que les praticiens travaillent individuellement avec les usagers de manière progressive, critique et radicale, l'action collective a également un rôle à jouer. Cela signifie agir avec des organisations telles que l’Association britannique des travailleurs sociaux (ang. British Association of Social Workers) afin de garantir une identité professionnelle plus forte, ainsi qu'avec le Réseau d’action du travail social (ang. Social Work Action Network) pour développer des stratégies de résistance au managérialisme. Les syndicats peuvent contribuer et contribuent effectivement à ces processus. Des groupements sociaux plus larges ont également un rôle à jouer, par exemple le

mouvement anti-mondialisation. Ce mouvement est important en raison de sa capacité à rassembler des groupes disparates - syndicalistes, écologistes, militants pour la paix, féministes, socialistes et bien d'autres - pour défier le monde néolibéral. Il s'agit de « l'unité dans la diversité » (Leonard 1997 p.177) et indique certaines voies à suivre pour défier l'orthodoxie néolibérale.

En travaillant individuellement dans sa pratique quotidienne, ainsi que collectivement selon les lignes exposées, le travail social, même si c'est de façon modeste, peut contribuer à un monde différent, plus juste et plus égalitaire, notamment parce que des sociétés plus équitables sont meilleures pour tout le monde (Wilkinson et Pickett 2009).

Conclusion

L'État providence n'est plus considéré par les néolibéraux comme une aide à la solidarité sociale, mais comme un moyen de fournir aux consommateurs des services rentables et sur mesure. Le New Labour a adopté la nouvelle culture de l'aide sociale, envisageant un État providence modernisé comme devant travailler dans le sens des impératifs du marché (Page 2009). Ces points de vue ont été développés et approfondis par les gouvernements conservateurs et de la coalition qui ont suivi.

Jusqu'à récemment, les trois principaux partis politiques d'Angleterre, ainsi que la plupart des gouvernements et des principaux partis politiques du monde développé (et de plus en plus du monde en développement), acceptent un consensus considérant le néolibéralisme (ou, en termes plus ouvertement marxistes, le capitalisme mondial) comme la seule voie à suivre. Malgré la grande récession, la croyance dans les marchés libres et l'intervention limitée de l'État reste intacte, au point que l'existence même du travail social en tant que profession est menacée. Le côté bienveillant et solidaire du travail social d'État n’est pas compatible avec l'idéologie néolibérale qui met l'accent sur le fait que les gens doivent assumer la responsabilité de leur propre vie, avec le soutien de la famille, des amis, de la communauté locale et des organisations bénévoles si nécessaire - la soi-disant "Big Society" de Cameron.

Tout ce à quoi on peut s'attendre dans les années à venir, c'est que les travailleurs sociaux deviennent encore plus le visage acceptable de l'État, en disant qu'aucun service ou un service minimal ne peut être offert. On attendra des gens qu'ils se débrouillent seuls, les travailleurs sociaux n'intervenant que s'ils représentent un danger pour eux-mêmes ou pour les autres, et ce de manière autoritaire. Mais tout n'est pas perdu avec l'ascension du travailliste Jeremy Corbyn et ses efforts pour ramener le parti à une approche sociale-démocrate plus robuste de l'économie et de la politique.

L'ascension de Corbyn encourage de nombreuses personnes à adopter une vision plus optimiste des possibilités futures du travail social critique, tout en reconnaissant également les pièges (Rogowski 2010 ; 2013 ; 2016 ; 2020). Malgré les défis et les difficultés, des opportunités demeurent et doivent être saisies, comme l'indiquent les exemples de pratique présentés ci-dessus. Travailler individuellement dans sa propre pratique avec les usagers sur une base critique, voire radicale, doit aller de pair avec

une action collective pour assurer une résistance au monde néolibéral. Cela implique que les travailleurs sociaux ne soient plus des "techniciens" compétents, mais qu'ils adoptent un concept plus large de ce qui est professionnel, à savoir la reconnaissance du fait que des connaissances et une compréhension sont nécessaires pour remettre en question les obstacles et les pratiques de gestion actuelles. Cette connaissance et cette compréhension pointent vers les connexions structurelles qui pénètrent la surface de ce que les travailleurs sociaux rencontrent quotidiennement et impliquent de situer les difficultés des utilisateurs et les solutions possibles dans le contexte social plus large.

En bref, en ce qui concerne la "modernisation" et la "transformation" du travail social, et malgré l'intensification du travail et l'individualisation des usagers, un élément de discrétion subsiste (Harris et White 2009). Par conséquent, une niche peut être trouvée pour certaines possibilités progressives, voire critiques/radicales.

Références bibliographiques

Batsleer, J., & Humphries, B. (2000). *Welfare, exclusion and political agency*. Routledge.

Beddoe, L., & Maidment, J. (2014). *Social work practice for health and well-being: Critical issues*. Routledge.

Blagg, H., & Smith, D. (1989). *Crime, penal policy and social work*. Longman.

Bottoms, A. (1995). The philosophy and politics of punishment and sentencing. In C. Clarkson & R. Morgan (Eds.), *The politics of sentencing reform* (pp. xx–xx). Oxford University Press.

Clarke, J. (1998). Thriving on chaos? Managerialism and social welfare. In J. Carter (Ed.), *Postmodernity and the fragmentation of welfare* (pp. xx–xx). Routledge.

Clarke, J., & Newman, J. (1997). *The managerial state*. Sage.

Clarke, J., & Newman, J. (2012). The alchemy of austerity. *Critical Social Policy, 32*(3), 299–319. https://doi.org/10.1177/0261018312444405

Cleaver, H., & Walker, S. (2004). From policy to practice: The implementation of a new framework for social assessment of children and families. *Child and Family Social Work, 9*, 81–90. https://doi.org/10.1111/j.1365-2206.2004.00312.x

Cree, V. E. (2003). *Becoming a social worker*. Routledge.

Cree, V. E. (Ed.). (2013). *Social work: A reader* (2nd ed.). Routledge.

Dominelli, L. (2002). *Anti-oppressive social work theory and practice*. Palgrave Macmillan.

Dominelli, L. (2010). *Social work in a globalizing world*. Polity Press.

Dominelli, L. (2013). *Social work: Theory and practice for a changing profession*. Polity Press.

Dominelli, L., & Hoogvelt, A. (1996). Globalisation and the technocratisation of social work. *Critical Social Policy, 16*(3), 45–62. https://doi.org/10.1177/026101839601603004

Ferguson, I. (2008). *Reclaiming social work: Challenging neo-liberalism and promoting social justice*. SAGE.

Ferguson, I. (2009). Another social work is possible! Reclaiming the radical tradition. In V. Leskoše & I. Zaviršek (Eds.), *Teaching social work in the new Europe* (pp. xx–xx). Fakulteta za socialno delo.

Ferguson, I. (2013). Social workers as agents of, and against, change: Revisiting the socialist tradition in social work. In V. Leskoše & I. Zaviršek (Eds.), *Modernizing social work – A profession caught between rights and risks* (pp. xx–xx). Fakulteta za socialno delo.

Ferguson, I., Lavalette, M., & Whitmore, E. (2005). Globalisation, global justice and social work. *Social Work Education, 24*(5), 505–518. https://doi.org/10.1080/02615470500132577

Ferguson, I., & Woodward, R. (2009). Radical social work in practice. In M. Lavalette (Ed.), *Radical social work today: Social work at the crossroads* (pp. xx–xx). Policy Press.

Foucault, M. (1977). *Surveiller et punir: Naissance de la prison*. Gallimard.

Foucault, M. (1991). Governmentality. In G. Burchell, C. Gordon, & P. Miller (Eds.), *The Foucault effect: Studies in governmentality* (pp. 87–104). University of Chicago Press.

Fraser, H., & Taylor, N. (1996). Neoliberalism, social policy and social work. *Critical Social Policy, 16*(3), 45–62. https://doi.org/10.1177/026101839601603003

Garrett, P. M. (2009). *Transforming children's services: Social work, neoliberalism and the 'modern' world*. Open University Press.

Garrett, P. M. (2010). Examining the 'conservative revolution': Neoliberalism and social work education. *Social Work Education, 29*(4), 331–345. https://doi.org/10.1080/02615470903089805

Garrett, P. M. (2013). *Social work and the politics of 'austerity'*. Policy Press.

Garrett, P. M. (2015). Questioning tales of 'ordinary magic': 'Resilience' and neo-liberal reasoning. *British Journal of Social Work, 46*(7), 1909–1925. https://doi.org/10.1093/bjsw/bcv017

Garrett, P. M. (2020). *Dissenting social work: Critical theory, resistance and pandemic*. Routledge.

Gray, M., & Webb, S. A. (2013). The new politics of social work. In M. Gray, J. Coates, M. Yellow Bird, & T. Hetherington (Eds.), *Decolonizing social work* (pp. xx–xx). Routledge.

Gray, M., Webb, S. A., & Agllias, K. (2018). The new politics of social work: Unmasking the impact of neoliberalism and managerialism. In S. A. Webb (Ed.), *The Routledge handbook of critical social work* (pp. xx–xx). Routledge.

Hall, S. (2011). The neo-liberal revolution. *Cultural Studies, 25*(6), 705–728. https://doi.org/10.1080/09502386.2011.619886

Harvey, D. (2005). *A brief history of neoliberalism*. Oxford University Press.

Harlow, E., Berg, E., Barry, J., & Chandler, J. (2013). *Managing modernity in the social services*. Routledge.

Houston, S. (2015). Enabling the 'managed heart': Neoliberalism, the new public management and social work practice. *Social Work and Social Sciences Review, 17*(2), 4–19. https://doi.org/10.1921/swssr.v17i2.802

Jordan, B. (2001). Tough love: Social work, social exclusion and the third way. *British Journal of Social Work, 31*(4), 527–546. https://doi.org/10.1093/bjsw/31.4.527

Lavalette, M. (Ed.). (2011). *Radical social work today: Social work at the crossroads*. Policy Press.

Lavalette, M. (2019). *What is the future of radical social work?*. Policy Press.

Lavalette, M., & Ferguson, I. (2007). *International social work and the radical tradition*. Venture Press.

Lavalette, M., & Penketh, L. (2014). *Race, racism and social work: Contemporary issues and debates*. Policy Press.

Lavalette, M., & Pratt, A. (2006). *Social policy: A short introduction*. SAGE.

Lorenz, W. (2005). *Social work and a new social order: Challenging neo-liberalism*. Canadian Scholars' Press.

Lorenz, W. (2016). Rediscovering the social question: Social work and the future of welfare in Europe. *European Journal of Social Work, 19*(3–4), 393–408. https://doi.org/10.1080/13691457.2015.1137861

Parton, N. (2014). Social work, child protection and politics: Some critical and constructive reflections. *British Journal of Social Work, 44*(7), 2042–2056. https://doi.org/10.1093/bjsw/bct089

Payne, M. (2014). *Modern social work theory* (4th ed.). Palgrave Macmillan.

Piven, F. F., & Cloward, R. A. (1971). *Regulating the poor: The functions of public welfare*. Pantheon Books.

Rogowski, S. (2010). *Social work: The rise and fall of a profession?* Policy Press.

Rogowski, S. (2018). *Radical and critical social work: Future directions*. Policy Press.

Trevithick, P. (2005). *Social work skills: A practice handbook*. Open University Press.

Webb, S. A. (2006). *Social work in a risk society: Social and political perspectives*. Palgrave Macmillan.

Webb, S. A. (2010). (Re)positioning social work. In M. Gray & S. A. Webb (Eds.), *International social work: Themes and perspectives* (pp. xx–xx). SAGE.

---

[1] L’expression « New Labour » indique la période de l'histoire du Parti travailliste britannique, sous les leaderships de Tony Blair et Gordon Brown (commentaire de la traductrice)

[2] Il s'agit d'une organisation financée par les contribuables qui n'est pas contrôlée directement par le gouvernement central.

[3] Programme « Bon départ dans la vie » consiste à proposer des services et des soutiens aux jeunes enfants et à leur famille

[4] Le programme « Chaque enfant compte » a confié à des organismes locaux s'occupant des enfants la responsabilité des services destinés aux enfants, aux jeunes et aux familles